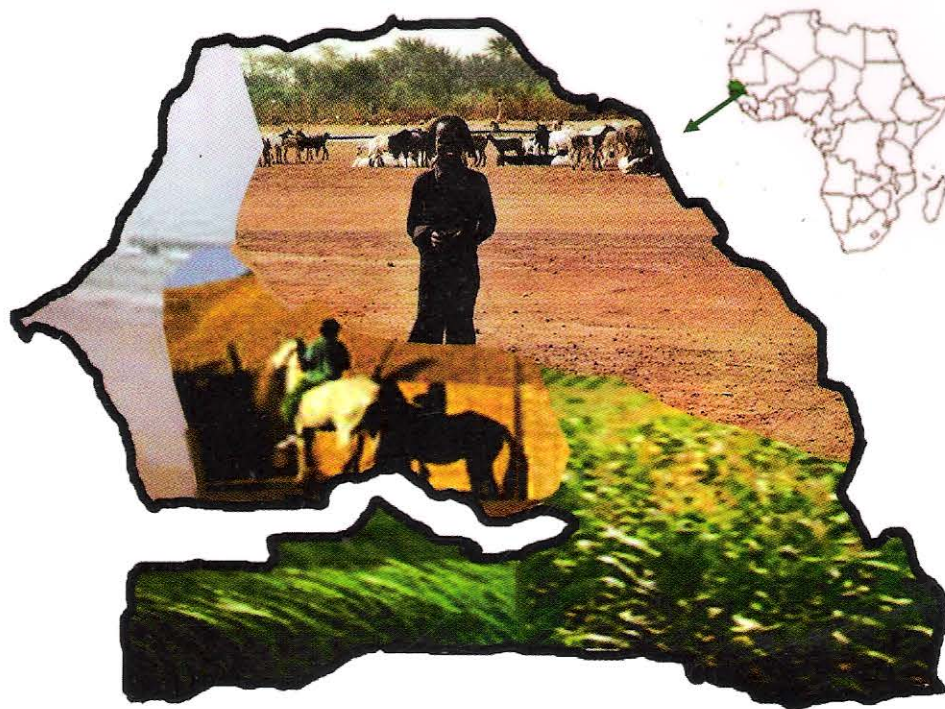


RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE



# SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU SÉNÉGAL

Edition 2005

Directeur Général, Directeur de Publication :	Babakar FALL
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale :	Alhousseynou SARR
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales :	Ibrahime SARR
Directeur du Management du Système d'Information Statistique :	Mamadou NIANG
Coordonnateur de la Cellule de Programmation d'Harmonisation, de Coordination et de Coopération Internationale :	E.Hadji Malick DIAME

COMITE DE LECTURE :

Abdou Salam Thiam -- Hamidou Bâ -- Mamadou Ndao – Sitapha Diamé – Momar Ballé Sylla – Mme Aïssatou Guèye Thiam -- Mbacké Bâ -- Bakary Djiba

**AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE**

Rue de Diourbel X Rue de Saint Louis Point E Dakar. B.P. 116 Dakar R.P --

Tél. : (221) 824 03 01 (221) 825 33 32 (221) 825 00 50 Fax : 824 90 01

Site Internet : [www.ansd.org](http://www.ansd.org) e-mail : [statsenegal@yahoo.fr](mailto:statsenegal@yahoo.fr)

Distribution : Division de la Diffusion de la Documentation et des Relations avec les Usagers



<b>COMITE DE REDACTION</b>	
<b>CHAPITRES</b>	<b>REDACTEURS</b>
<b>0. PRESENTATION DU PAYS</b>	<b>Coordination: E.H. MALICK DIAME – MORY DIOUSS</b>
<b>1. DEMOGRAPHIE</b>	Mme Vénus Sarr Thiaw
<b>2. EDUCATION</b>	Atoumane Ndiaye
<b>3. EMPLOI</b>	M. Papa Ibrahima Sylmang Sène
<b>4. SANTE</b>	Binta Mbow
<b>5. ASSISTANCE</b>	Mme Salimata Diallo Seck
<b>6. AGRICULTURE</b>	Ousseynou SARR / Issa Wade
<b>7. ENVIRONNEMENT</b>	Mam Siga Dia
<b>8. ELEVAGE</b>	Ousseynou SARR / Mamadou Cissé
<b>9. PECHE MARITIME SENEGALAISE</b>	MME Astou Ndiaye
<b>10. TRANSPORT</b>	Papa Seyni THIAM / Sylvain Pierre Ndione
<b>11. TOURISME</b>	Papa Seyni THIAM / Mme Rama Fall Gaye
<b>12. JUSTICE</b>	Mme Fatou Faye Mbessane
<b>13. BÂTIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS</b>	Amadou Bamba DIOP
<b>14. INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE</b>	Maxime NAGNONHOU / Sylvain Pierre Ndione
<b>15. INSTITUTIONS FINANCIERES</b>	Amadou BAO / Mbaye GUEYE
<b>16. COMMERCE EXTERIEUR</b>	Daouda Balle
<b>17. COMPTES ECONOMIQUES</b>	Insa Sadio
<b>18. PRIX</b>	Antoine Sanka
<b>19. FINANCES PUBLIQUES</b>	Abou Aw / Mamadou Cissé



**Mise à jour : février 07**

## XV. INSTITUTIONS FINANCIERES

### PREMIERE PARTIE : SITUATION MONETAIRE

Le système bancaire sénégalais s'est enrichi de deux nouvelles unités en 2005 et totalise 16 banques et établissements financiers. De même l'effort de bancarisation se poursuit avec la multiplication des agences dont l'effectif est de 146 en 2005. Par ailleurs, en dehors des activités classiques, les banques développent de plus en plus une approche clientèle de proximité avec de nouveaux services financiers comme les opérations sur guichets automatiques et le système des transferts rapides d'argent.

Entre 2004 et 2005, l'évolution de la **situation monétaire** est caractérisée par :

- une détérioration de la position extérieure ;
- une hausse du crédit intérieur ;
- une expansion de la masse monétaire.

#### I. LES AVOIRS EXTERIEURS NETS

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont détériorés de 10,7 milliards en s'établissant à 659,6 milliards en 2005 contre 670,3 milliards l'année écoulée. Cette diminution est imputable exclusivement aux banques secondaires, la Banque centrale ayant consolidé sa situation au cours de la période.

En effet, les avoirs extérieurs nets officiels ressortent en amélioration de 15,4 milliards en 2005. Ils s'élèvent à 486,5 milliards en 2005 contre 471,1 milliards en 2004. Cette situation est favorisée par l'amélioration de la position créditrice au compte des disponibilités extérieures.

Quant aux banques secondaires, la hausse de 27,0 milliards des engagements extérieurs a été à l'origine de la détérioration de 26,1 milliards de la position extérieure nette en 2005. Les avoirs extérieurs nets sont passés de 199,2 milliards à 173,1 milliards entre 2004 et 2005.

#### II. LE CREDIT INTERIEUR

L'encours du crédit intérieur a progressé de 17,1% en 2005 sous l'influence des crédits au secteur privé. Il s'est établi à 1031,8 milliards en 2005 contre 880,9 milliards 2004.

La Position Nette du Gouvernement (PNG) a maintenu la tendance entamée depuis 2001 qui s'est caractérisée par une amélioration de 59,2 milliards en 2005. Les concours du système bancaire à l'Etat ont baissé de 30,8 milliards au cours de la période au moment où les créances affichaient une hausse de 28,4 milliards. La PNG s'est ainsi établie à -35,2 milliards en 2005 contre 24,0 milliards en 2004.

S'agissant du crédit à l'économie, une hausse de 24,5% est notée en 2005. L'encours des crédits au secteur privé est passé de 856,9 milliards à 1067,0 milliards entre 2004 et 2005 soit une augmentation de 210,1 milliards. Il représente 23,5% du PIB en 2005 contre 20,4% en 2004.

Les crédits de campagne ont connu des remboursements nets de 3,9 milliards en passant de 14,0 milliards à 10,1 milliards au cours de la période sous revue. Les crédits ordinaires sont en augmentation de 214,1 milliards en 2005 et restent dominés par les crédits à court terme qui en représentent 59,9% contre 62,0% en 2004. Par ailleurs, la qualité du portefeuille des banques s'est légèrement détériorée entre 2004 et 2005, la part des crédits en souffrance passant de 3,3% des crédits ordinaires à 3,4%.

### III. LA MASSE MONETAIRE

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a connu une expansion de 7,4% en 2004. Elle est passée de 1445,8 milliards à 1556,3 milliards entre 2004 et 2005.

La circulation fiduciaire a progressé de 33,4 milliards en ressortant à 377,7 milliards en 2005.

S'agissant des dépôts auprès des banques et des CCP par les particuliers et les entreprises privées, ils sont passés de 1101,5 milliards à 1175,6 milliards entre 2004 et 2005 soit une augmentation de 74,1 milliards. Ils représentent 75,7% du stock monétaire contre 76,2% en 2004 et restent légèrement dominés par les dépôts à vue qui en constituent 50,2% contre 50,6% en 2004.

Le coefficient de liquidité est de 34,3% en 2005 comme pratiquement en 2004 (34,4%).

### IV. TABLEAUX

**SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES**  
(Milliards F CFA)

	2001	2002	2003	2004	2005	Variation
				(1)	(2)	absolue
	DEC	DEC	DEC	DEC	DEC	(2)-(1)
AVOIRS EXT. NETS	169,6	296,8	550,8	670,3	659,6	-10,7
BANQUE CENTRALE	66,7	137,7	351,6	471,1	486,5	15,4
BANQUES	102,9	159,1	199,2	199,2	173,1	-26,1
CREDITS INTERIEURS	837,4	792,9	848,8	880,9	1031,8	150,9
.PNG	181,9	106,5	64,2	24,0	-35,2	-59,2
.CREDITS A L'ECO.	655,5	686,4	784,6	856,9	1067,0	210,1
* CAMPAGNE	5,0	0,9	3,6	14,0	10,1	-3,9
* AUTRES	650,5	685,6	781,0	842,8	1056,9	214,1
ACTIF = PASSIF	1007,0	1089,7	1399,6	1551,2	1691,4	140,2
MASSE MONETAIRE	905,2	974,1	1280,6	1445,8	1553,3	107,5
.CIRCULATION FIDU.	217,8	192,6	337,5	344,3	377,7	33,4
.DEPOTS EN CCP	6,6	5,3	8,4	12,8	6,5	-6,3
.DEPOTS EN BANQUE	680,8	776,2	934,7	1088,6	1169,1	80,5
AUTRES ELTS NETS	101,3	115,6	119,0	105,3	138,1	32,8

**POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT**

(Milliards F CFA)

	2001	2002	2003	2004	2005	Variation
				(1)	(2)	absolue
	DEC	DEC	DEC	DEC	DEC	(2)-(1)
BILLET ET MONNAIE	1,8	1,9	1,4	1,8	2,4	0,6
DEPOTS EN BQUE CTR	78,1	101,5	85,2	116,3	117,5	1,2
DEPOTS DANS BQUES	143,8	143,5	186,3	165,1	191,7	26,6
OBLIG.CAUTIONNEES	3,7	4,4	2,5	3,0	3,0	0,0
TOTAL CREANCES	227,4	251,3	275,4	286,2	314,6	28,4
CONCOURS BQUE CTR	301,0	292,0	262,2	226,0	203,7	-22,3
CONCOURS DES BQUES	101,8	60,6	69,1	71,4	69,2	-2,2
DEPOTS EN CCP	6,6	5,3	8,4	12,8	6,5	-6,3
TOTAL DETTES	409,4	357,9	339,6	310,2	279,4	-30,8
P.N.G	181,9	106,5	64,2	24,0	-35,2	-59,2

**SITUATION DES BANQUES**

(Milliards F CFA)

	2001	2002	2003	2004	2005	Variation
	DEC	DEC	DEC	DEC	DEC	absolue
	DEC	DEC	DEC	DEC	DEC	(2)-(1)
AVOIRS EXT. BRUTS	178,5	226,2	254,8	297,0	297,9	0,9
RESERVES	93,4	151,3	185,5	233,8	178,6	-55,2
CREANCES / ETAT	101,8	60,6	69,1	71,3	69,2	-2,1
CREANCES / PRIVE	651,8	682,0	782,1	853,9	1064,0	210,1
AVOIRS = ENGAGEMENTS	1025,5	1120,1	1291,5	1456,0	1609,7	153,7
DEPOTS SECTEUR PRIVE	679,5	775,5	933,2	1088,3	1168,6	80,3
DEPOTS GOUVERNEMENT	143,8	143,5	186,3	165,1	191,7	26,6
ENGAGEMENTS EXT.	75,6	67,1	55,6	97,8	124,8	27,0
CONCOURS BCEAO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CAPIT.RESERV.PROV.					124,6	124,6
AUTRES POSTES NETS	126,7	133,9	116,4	104,8	124,6	19,8
AVOIRS EXT. NETS	102,9	159,1	199,2	199,2	173,1	-26,1

**SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE**  
(Milliards F CFA)

	2001	2002	2003	2004	2005	Variation Absolue
	DEC	DEC	DEC	(1) DEC	(2) DEC	(2)-(1)
AVOIRS EXTER. NETS	66,7	137,7	351,6	477,1	486,5	9,4
CREANCES SUR L'ETAT	301,0	292,0	262,2	226,0	203,7	-22,3
CREANCES/BANQUES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>ACTIF = PASSIF</b>	<b>367,7</b>	<b>429,7</b>	<b>613,7</b>	<b>703,1</b>	<b>690,2</b>	<b>-12,9</b>
CIRCULATION FIDUC.	217,8	192,6	337,5	344,3	377,7	33,4
DEP.ETAT (Y.C. ENC.)	79,9	103,4	86,6	118,1	119,9	1,8
DEPOTS DES BANQUES	93,4	151,3	185,5	233,8	178,6	-55,2
AUTRES DEPOTS	1,3	0,7	1,5	0,3	0,5	0,2
AUTRES ELTS NETS	-24,8	-18,3	2,6	6,6	13,5	6,9

Source : BCEAO/ Agence

## DEUXIEME PARTIE : MICROFINANCE

Les institutions de microfinance appartiennent au secteur des institutions financières et leur activité principale est la collecte de l'épargne et l'octroi de crédit où elles tirent leurs revenus en tant qu'intermédiaire financier.

Elles créent et diffusent des services financiers de proximité en faveur des personnes qui n'ont pas accès aux services bancaires traditionnels, et ce, principalement, avec un objectif de renforcement du microentrepreneuriat. La microfinance est souvent considérée comme un des moyens les plus efficaces et les plus flexibles dans la lutte contre la pauvreté. Il s'agit d'un outil durable pouvant être utilisé à grande échelle.

### 1) Les principales institutions de microfinance en termes d'adhérents

Le nombre d'institutions de microfinance a connu une grande évolution entre 2000 et 2003 passant de 121 à 275 soit une évolution de 127%. Le nombre de points de service a également augmenté de 324 à 531 facilitant ainsi l'accroissement du nombre de bénéficiaires qui passe de 291 328 à 638 955 soit un accroissement de 119% entre 2000 et 2003.

Les principales institutions préexistantes sur le marché de la microfinance sont le Crédit Mutuel du Sénégal (CMS), l'Union des Mutuelles du Partenariat pour la Mobilisation de l'Epargne et du Crédit au Sénégal (UM-PAMECAS) et l'Alliance du Crédit et de l'Epargne pour la Production (ACEP). Elles regroupent plus de 65% de la clientèle.

### 2) Les principaux indicateurs des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)

Les dépôts ont significativement augmenté passant de 18 456 millions de Fcfa en 2000 à 42 691 en 2003. Les fonds propres ont évolué de 15 471 à 22 289 millions de Fcfa soit un accroissement de 44% entre 2002 et 2003. Les subventions ont peu progressé car elles passent de 1303 millions de Fcfa à 1815 millions de Fcfa (39%). Ces 3 indicateurs en plus des ressources affectées et des lignes de crédit constituent les ressources totales des institutions de microfinance qui ont évolué de 31,9 milliards de Fcfa en 2000 à 52 milliards Fcfa en 2002 soit une hausse de 63,1%.

On note une importante augmentation du montant des crédits accordés : 28 247 millions de Fcfa en 2000 contre 71 171 millions de Fcfa en 2003.

Les institutions de microfinance ont employé 1771 personnes en 2003 contre 793 en 2000 soit un accroissement de 123%.

### 3) Comparaison de l'activité financière des SFD et des Banques

Les dépôts dans le système bancaire traditionnel constituent 776,2 milliards de Fcfa en 2002 contre 614 milliards en 2000 soit une hausse de 26,4%. Quant aux institutions de microfinance, leurs dépôts passent de 18,4 milliards de Fcfa à 31,9 milliards de Fcfa enregistrant un accroissement de 73,4%. Ainsi les banques classiques possèdent 96% des dépôts du système financier laissant aux SFD les 4%.

De même les crédits proviennent essentiellement des banques car elles détiennent les 95,7% soit 685,7 milliards contre 4,3% pour les institutions de microfinance soit 30,9 milliards de Fcfa en 2002.

Cependant le nombre de points de service est plus important au niveau des SFD qu'à celui des banques. Il s'établit à 531 pour les SFD en 2003 contre 108 pour le système bancaire classique.

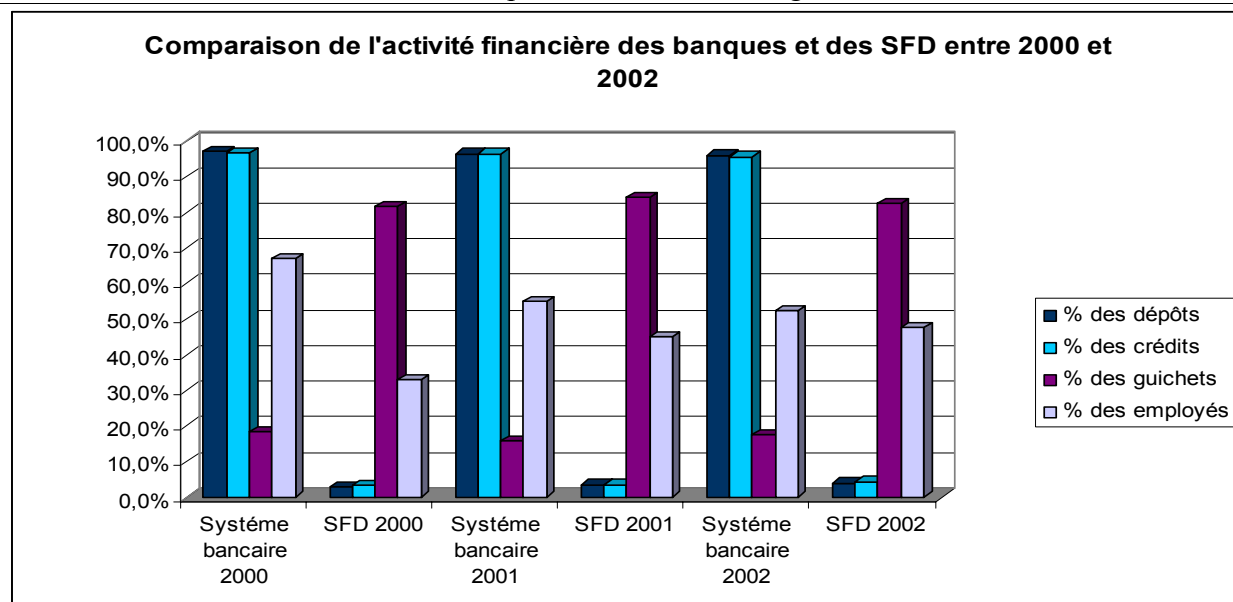
En 2003, les banques ont employé 1828 personnes contre 1771 pour les institutions de microfinance.

**Evolution comparative de l'activité financière des SFD et des Banques**

PARAMETRES	2000		2001		2002	
	Système bancaire	SFD	Système bancaire	SFD	Système bancaire	SFD
Dépôts (milliards FCFA)	614,0	18,4	680,8	25,4	776,2	31,9
<i>% des dépôts</i>	<i>97,1%</i>	<i>2,9%</i>	<i>96,4%</i>	<i>3,6%</i>	<i>96,0%</i>	<i>4,0%</i>
Crédits (milliards de FCFA)	625,1	20,3	655,5	24,7	685,7	30,9
<i>% des crédits</i>	<i>96,8%</i>	<i>3,2%</i>	<i>96,4%</i>	<i>3,6%</i>	<i>95,7%</i>	<i>4,3%</i>
Guichets	73,0	324,0	88,0	470,0	108,0	504,0
<i>% des guichets</i>	<i>18,4%</i>	<i>81,6%</i>	<i>15,8%</i>	<i>84,2%</i>	<i>17,6%</i>	<i>82,4%</i>
Employés	1 613,0	793,0	1 660,0	1 365,0	1 786,0	1 630,0
<i>% des employés</i>	<i>67,0%</i>	<i>33,0%</i>	<i>54,9%</i>	<i>45,1%</i>	<i>52,3%</i>	<i>47,7%</i>

Source : DSFD/BCEAO





#### 4) Les grandes masses du compte d'exploitation

Les produits des SFD ont sensiblement évolué entre 2000 et 2005 passant de 5 953 millions de Fcfa à 17 681 millions de Fcfa soit une hausse de 197%. Cette augmentation est imputable à celle des produits financiers qui s'établissent à 13 068 millions de Fcfa soit 74% des produits en 2005.

Quant aux charges, elles passent de 4 160 millions en 2000 à 12 192 millions en 2005. Les SFD utilisent la plupart de leurs revenus pour les salaires (4 024 millions de Fcfa) et pour les services extérieurs (3 027 millions de Fcfa) en 2005.

Le résultat net généré par l'activité des SFD a augmenté passant de 1 792 millions de Fcfa en 2000 à 5 489 millions de Fcfa dû à l'évolution des produits d'exploitation.

#### Compte d'exploitation (en million de FCFA)

Produits	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Produits financiers	4 059	5 280	6 858	8 312	9 766	13 068
Autres produits	1 071	1 142	964	1 805	2 645	2 826
Reprises sur amortissements	12	98	9	127	244	424
Reprises sur provisions	292	338	438	415	392	464
Produits exceptionnels	518	653	661	773	886	900
<b>Total</b>	<b>5 952</b>	<b>7 510</b>	<b>8 929</b>	<b>11 432</b>	<b>13 934</b>	<b>17 681</b>
Charges	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Charges financières	395	541	458	509	560	767
Services extérieurs	1 032	1 188	1 556	2 101	2 646	3 027
Autres charges	374	525	569	834	1 098	1 062
Charges de personnel	1 373	1 724	2 243	2 791	3 338	4 024
Impôts et taxes	-	-	-	100	100	105
Dotations aux amortissements	254	431	517	775	1 034	1 073
Dotations aux provisions	416	387	660	791	922	1 394
Charges exceptionnelles	316	729	536	617	699	740
<b>Total</b>	<b>4 160</b>	<b>5 525</b>	<b>6 539</b>	<b>8 518</b>	<b>10 398</b>	<b>12 192</b>
<b>Résultat net</b>	<b>1 792</b>	<b>1 985</b>	<b>2 390</b>	<b>2 913</b>	<b>3 536</b>	<b>5 489</b>

Source : DSFD/BCEAO

## 5) La production des SFD

Comme pour les banques classiques, la production des SFD est égale à la somme de la production de service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM) et celle des prestations de services.

Le SIFIM est égal à la différence entre les intérêts reçus et les intérêts versés par les SFD. En 2005, il se chiffre à 11,2 milliards de Fcfa contre 9,2 milliards soit une augmentation de 21,7%.

### Evolution du SIFIM



Les prestations de services sont constituées des autres produits financiers et des produits divers qui sont composés essentiellement de : commissions, produits des immobilisations financières, produits des titres à court terme, produits des immobilisations financières, droit d'adhésion, vente de carnet, livret d'épargne et formulaires, frais de dossier, de gestion de crédit et de tenue de comptes et des autres produits divers.

Ces prestations s'élèvent à 3,7 milliards de Fcfa en 2005 contre 3 milliards en 2004 soit un accroissement de 21,4%.

Les variations presque égales du SIFIM et des prestations de services font que la production passe de 12,3 milliards de Fcfa en 2004 à 14,9 milliards 2005 soit une hausse de 21,6%.

En retranchant les consommations intermédiaires de la production totale, on obtient la valeur ajoutée des SFD qui s'élève à 11,9 milliards de Fcfa en 2005.

Ces consommations intermédiaires comprennent les achats et services extérieurs (achats de fournitures de bureau et outillages, eau, électricité, carburant, locations, entretiens et réparations, primes d'assurance,...) et les autres services extérieurs (publicité et relations publiques, transports et déplacements, frais postaux et télécommunications, frais de formation, d'éducation, d'études et de recherche, frais occasionnels, ...). En 2005, elles s'établissent à 3 milliards de Fcfa.

<b>Le compte de production des SFD en million de Fcfa</b>						
	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>
SIFIM	3 664	4 738	6 400	7 826	9 251	11 262
Produit des prestations de services	1 071	1 142	964	2 016	3 067	3 723
<b>Production totale</b>	<b>4 735</b>	<b>5 880</b>	<b>7 364</b>	<b>9 841</b>	<b>12 318</b>	<b>14 985</b>
Consommations intermédiaires	1 032	1 188	1 556	2 101	2 646	3 027
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>3 704</b>	<b>4 692</b>	<b>5 808</b>	<b>7 740</b>	<b>9 672</b>	<b>11 958</b>

Source : DSFD/BCEAO

## **TROISIEME PARTIE : LES ASSURANCES**

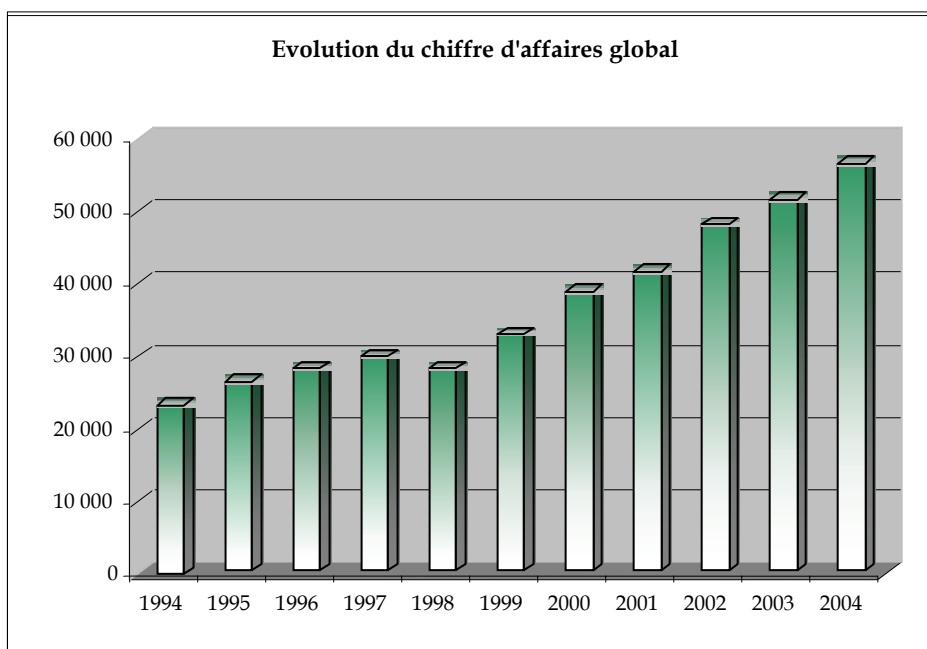
### **I. ETAT DES LIEUX**

#### **1) Situation Générale**

Le fonctionnement des services d'assurance au Sénégal est régi par l'organisation intégrée de l'industrie des assurances des Etats africains dénommée Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances, en abrégé CIMA. L'analyse porte sur les données de 2004.

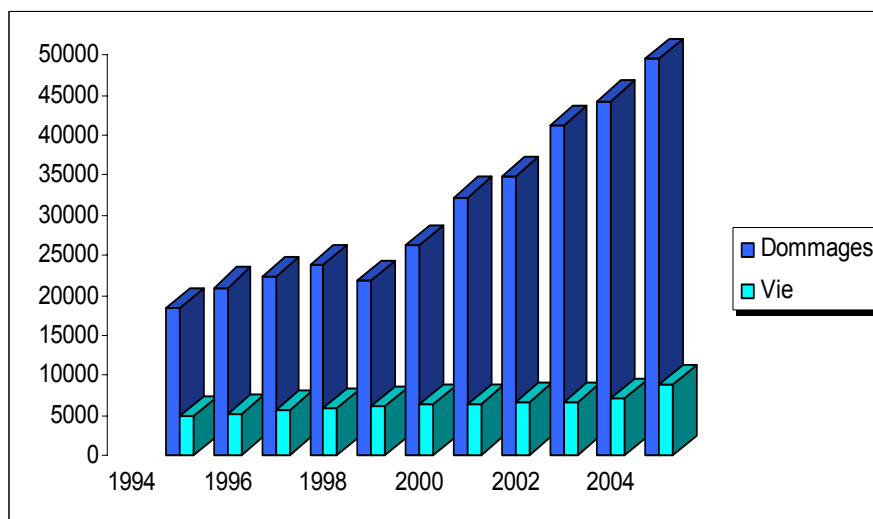
Le marché des assurances a réalisé un chiffre d'affaires de 58,3 milliards en 2004 contre 51,3 milliards CFA en 2003, soit une progression de 13,6%. Ce taux de croissance est une suite logique de l'évolution observée depuis 1994, à part l'année 1998 où l'on a un taux de croissance négatif. Ce recul, selon la Direction des assurances, était dû à des retraits d'agrément à trois sociétés d'assurances.

La croissance régulière du secteur permet de prévoir l'entrée du Sénégal dans le peloton de tête des pays de la zone CIMA. Depuis 1993 le chiffre d'affaires du secteur des assurances a pratiquement triplé.



Entre 2003 et 2004, les assurances dommages ont progressé de 11,8%. Les IARD, avec un chiffre d'affaires de 49 milliards, ont contribué pour 84,9% au volume des primes versées par les entreprises d'assurances en 2004. Cette contribution témoigne de la bonne tenue des assurances dommages sur le marché.

L'assurance vie a enregistré une croissance de 24,8%. En 2004, elle représente 15,1% du chiffre d'affaires global des assurances.



Les IARD dominent le marché des assurances avec 85% des émissions globales. La branche automobile enregistre la plus grande partie de primes émises avec 31%, suivie des transports (16,5%), de l'incendie et dommages aux biens (14,3%). L'ensemble de l'assurance vie est réduit à 15% des émissions globales.

## **2) La solvabilité des assureurs**

Toute entreprise soumise au contrôle, doit justifier selon le principe de l'article 337 du code CIMA de l'existence d'une marge de solvabilité suffisante, relative à l'ensemble des activités.

L'analyse des résultats d'exploitation des sociétés révèle une augmentation du solde de réassurance de 25%, soit 7 milliards. Ce résultat entraîne une chute du solde net (solde brut - solde de réassurance) à 866 millions, soit une perte de 84%.

Le bilan consolidé du secteur dégage un bénéfice de 5,3 milliards, soit une augmentation de 33%. Cette augmentation reste dans la continuité des chiffres enregistrés en 2003.

Après une amélioration constatée en 2003 (49%), la sinistralité s'est un peu détériorée en 2004 avec un taux de 55%.

### **a. Couverture des engagements réglementés**

Le total des engagements s'élève à 80 milliards. L'assurance dommages représente 67% de ces engagements.

### **b. Prestations**

En 2004, les prestations se chiffrent à 20 milliards, soit une baisse de 21% par rapport à 2003. Cette baisse est surtout due aux prestations dommages qui chutent de 18%.

### **c. Provisions SAP**

Les provisions pour sinistres à payer (SAP) s'élèvent à 41 milliards. On note ainsi une hausse de 7,7% par rapport à 2003. Le rapport des prestations sur les provisions de SAP est de 48,8 %.

### **d. Evolution des placements**

Le total des placements s'élève à 55 milliards, soit une augmentation de 797% par rapport à 2003. Les placements se repartissent comme suit :

#### **Valeurs d'état**

Elles représentent 14% des placements. Par rapport à 2003, les valeurs d'état ont baissé de 27%.

#### **Actions et obligations**

Elles sont estimées à 16 milliards 987 millions, soit 31% des placements. Les actions et obligations ont décliné de 24%.

#### **Immobilier**

Avec 20%, l'immobilier est le troisième placement préféré des assureurs, soit 13 milliards de FCFA.

#### **Prêts**

Les prêts ont augmenté de 39% entre 2003 et 2004. Cependant ils ne représentent que 5% des placements.

#### **Banques**

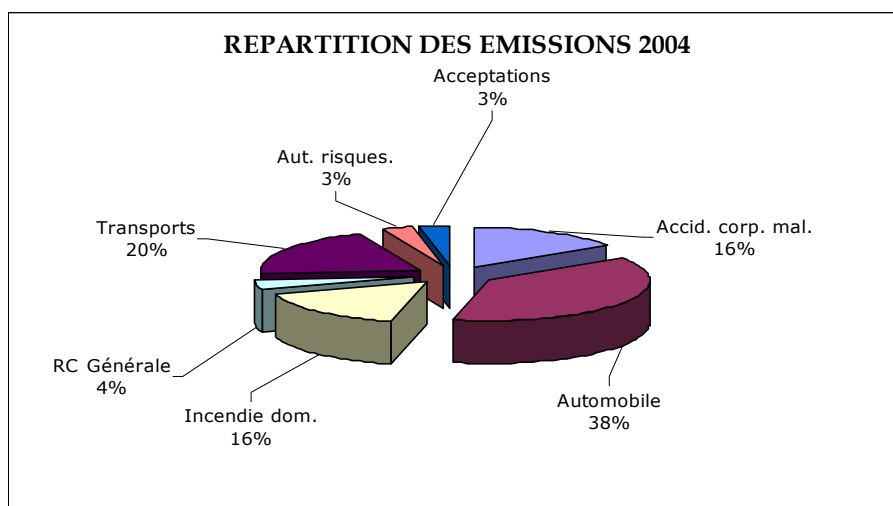
La majorité des placements (36%) se font dans les banques. Entre 2003 et 2004, ce volume a augmenté de 2%. Cet investissement de 25 milliards sera consacré en majorité au paiement des SAP.

**Autres valeurs admises**

Elles ne représentent que 5% des placements, soit une somme de 3 milliards 679 millions. Par contre entre 2003 et 2004, elles sont multipliées par 16.

**II. ASSURANCES DOMMAGES**

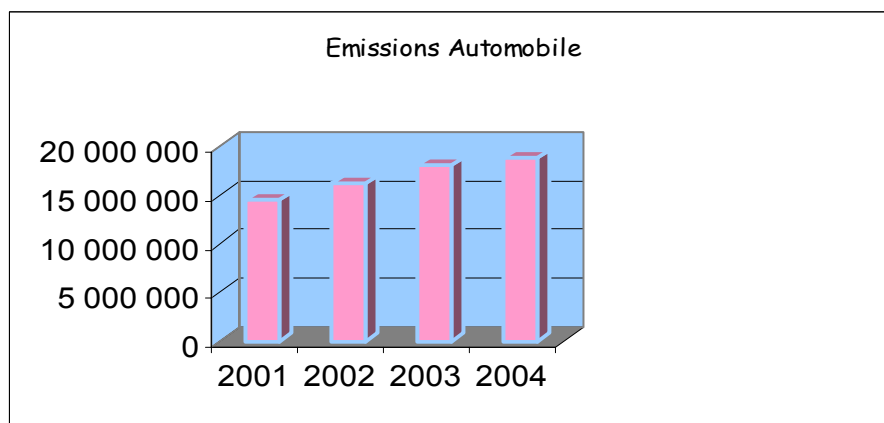
La répartition des émissions par branches et catégories montre la place prépondérante de la catégorie automobile (38%), suivie des transports (20%). Les accidents corporels et incendie domicile totalisent chacun 16% de part de marché. Les plus faibles parts sont enregistrées par les branches suivantes : RC Générale (4%), Autres risques (3%) et acceptations (3%).



**2. Assurance Automobile**

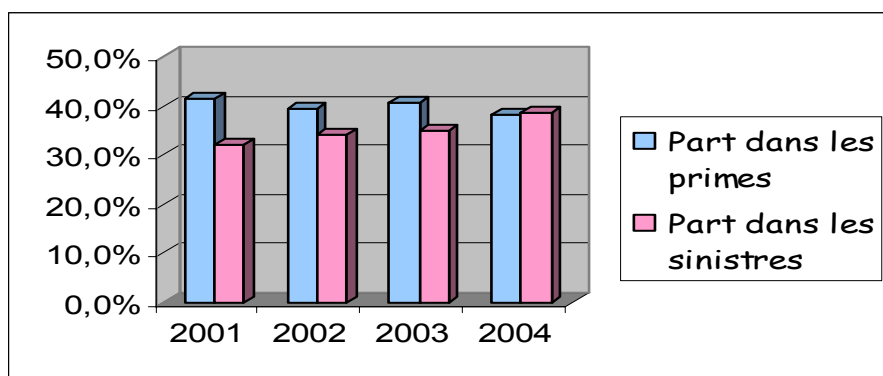
**a. Evolution des émissions**

Les émissions Auto représentent 38,1% de part de marché de l'assurance dommages. On note une évolution de 5% par rapport à 2003.



**b. Part de l'assurance Auto en primes et sinistres**

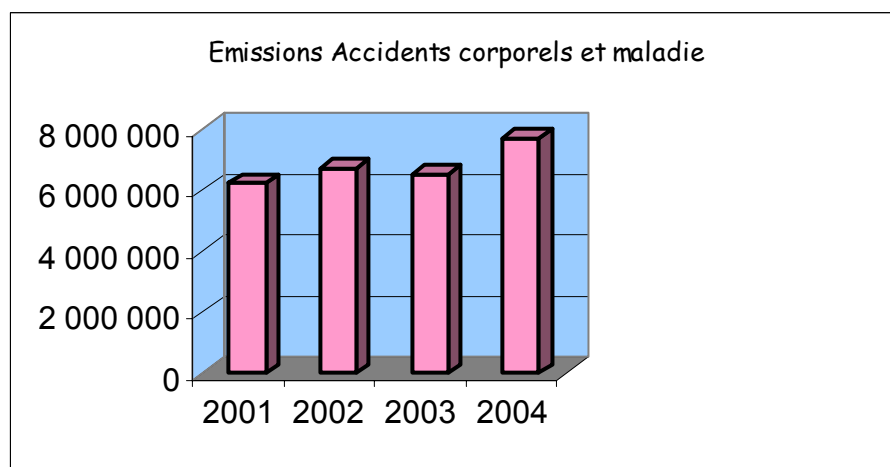
En 2004, la part de l'assurance auto en prime est de 38.1% et de 38.8% en sinistre. La sinistralité en 2004 est estimée à 37,6%, ce ratio tournait autour de 45% entre 2001 et 2003.



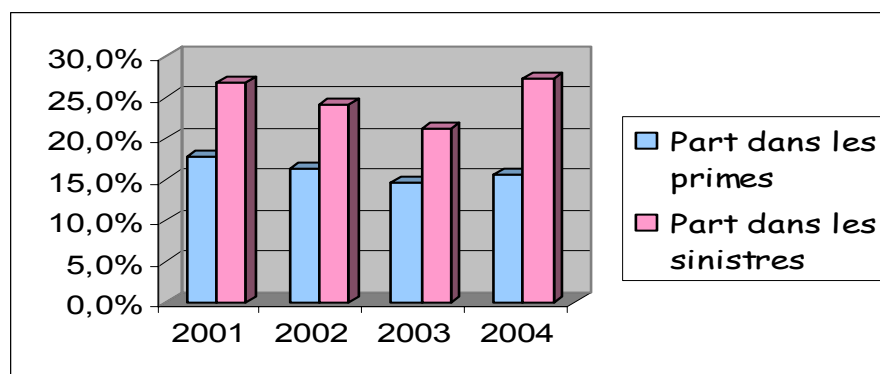
**3. Assurance accidents corporels et maladie**

**a. évolution des émissions**

Après un repli constaté en 2003, les émissions ont repris en 2004 avec une augmentation de 18%.



**b. Part de l'assurance Accidents en primes et sinistres**



La part de l'assurance dans les sinistres est toujours au-dessus des primes. Les sinistres ont diminué de 12,9% avec 6 milliards de sinistres réglés. Cependant la sinistralité reste encore importante avec 59,3%.

#### 4. Autres Assurances Dommages

En 2004, on note une croissance des émissions dans les branches *Incendie, RC générale, Transports et autres risques*. Par contre les émissions *autres transports* ont baissé de 22,8%, avec une sinistralité à 51%.

Pour l'ensemble des sociétés dommages, on a un surplus de marge qui s'élève à 15 milliards. La marge disponible est de 22 milliards. La marge minimum calculée selon les méthodes préconisées par la CIMA s'élève à 6 milliards.

Le total bilan des IARD est en hausse de 12% entre 2003 et 2004. Il se chiffre à 119 milliards de francs CFA. Les provisions techniques ont été augmentées de 10%, pour se fixer à 52 milliards.

Le taux de sinistralité des IARD est de 40% en 2004, soit une réduction de 4% par rapport à 2003. Ce taux est constamment en baisse depuis 2002.

Après une baisse constatée en 2003, les dettes à long et moyen terme augmentent de 18%. Pour les dettes à court terme l'augmentation est de 7%.

### III. ASSURANCE VIE

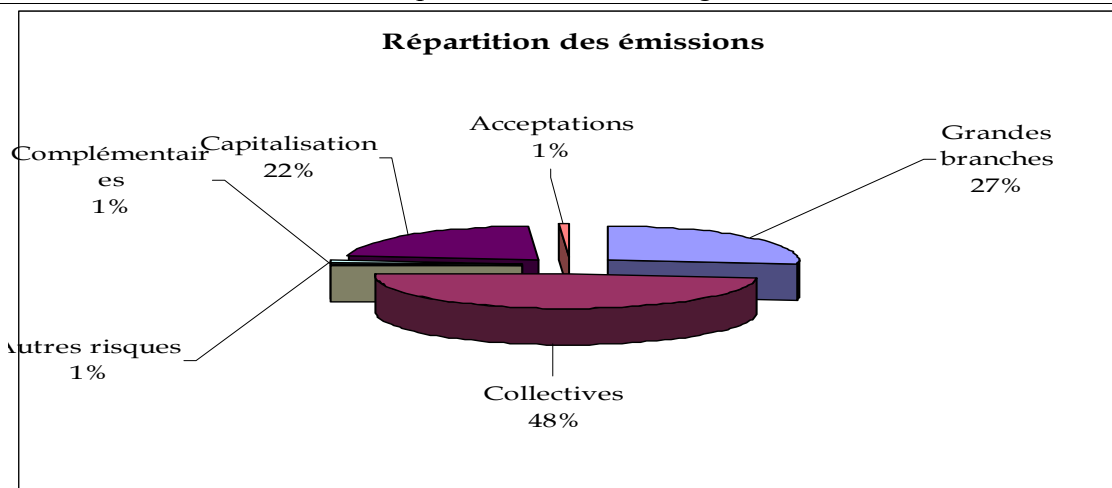
En 2004, l'assurance vie se chiffre à 8,8 milliards, soit une progression de 24.8 % du chiffre d'affaires. Cependant, sa part dans le chiffre d'affaires global de l'ensemble du secteur des assurances est de 15%.

#### 1) Répartition des émissions

Les *grandes branches*, en 2004, totalisent 2,37 milliards émissions, soit une progression de 33.9%. Elles passent devant la *capitalisation* qui malgré une perte de 5.1% de son chiffre d'affaires, possède 22,3% de part de marché de l'assurance vie. Les autres catégories composées des *acceptations*, des *complémentaires* et des *autres risques* obtiennent chacune moins d'1% de part de marché.

Catégorie	2003	2004	%	Variation
Grandes branches	1 773 776 843	2 374 637 811	26,92%	33,9%
Collectives	3 000 963 975	4 267 659 658	48,38%	42,2%
Complémentaires	85 076 553	59 680 785	0,68%	-29,9%
Autres risques	89 968 726	81 067 389	0,92%	-9,9%
Capitalisation	2 071 836 353	1 965 327 952	22,28%	-5,1%
Acceptations	44 313 878	71 949 987	0,82%	62,4%
Ensemble	7 065 936 328	8 820 323 582	100%	24,8%





## 2) Situation Financière

Avec 860 millions de bénéfices, soit une augmentation de 2,2%, l'année 2004 contraste avec 2003 où on avait enregistré un résultat net en baisse de 39%.

Le taux de rentabilité de l'assurance vie s'élève à 17%. Ce taux reste encore en dessous du taux de rentabilité des IARD qui est de 30%.

On note un déficit de 107 millions pour la couverture des engagements au niveau de l'assurance vie. Ce déficit contraste avec l'excédent de 5 milliards 695 millions enregistrés par les sociétés dommages. Globalement les sociétés d'assurances disposent de 86 milliards pour garantir tous les engagements.